EUROPE ÉCOLOGIE 2014 #2

europe-ecologie.eu

Gratuit - JOURNAL DE CAMPAGNE N°2 MAI 2014

LISEZ-MOI, PUIS DONNEZ-MOI !

MICHÈLE RIVASI & KARIM ZÉRIBI



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Née en 1953 à Montélimar, Michèle Rivasi est spécialiste des questions de santé et d'énergie. Elle a créé la CRIIRAD, premier laboratoire indépendant de recherche et d'information sur la radioactivité, et la CRIIREM, laboratoire indépendant sur les rayonnements électromagnétiques.
Élue à l'Assemblée nationale de 1997 à 2002, élue députée européenne en 2009, elle le dit et le répète avec conviction : « Face aux défis environnementaux, sociaux et à la concurrence toujours plus forte des pays émergents, l'Europe est incontournable. » **Michèle Rivasi est tête de liste de l'Euro-région Sud-Est.**



MICHÈLE RIVASI : « L'Europe est en lien avec nos territoires »

Quel bilan tirez-vous de cinq ans passés au Parlement européen en tant que députée écologiste ?
Michèle Rivasi : D'abord, il est important de souligner qu'être député européen, c'est une fonction à plein temps. J'ai passé ces cinq ans entre Bruxelles, Strasbourg et le Sud-Est de la France à défendre nos idées écologistes. Bien sûr, nous ne sommes pas majoritaires. J'aurais aimé que l'Europe prenne d'autres directions en termes de politique économique. En Grèce, j'ai vu les effets désastreux des mesures imposées par la Troïka à la population grecque. J'aurais aimé que l'Europe prenne des mesures plus ambitieuses en matière de santé ou de sûreté nucléaire.
Néanmoins, la présence vigilante des 58 membres du groupe écologiste au Parlement a été cruciale. Nous nous sommes engagés dans la transition écologique de l'Europe. À force de persuasion, nous avons réussi à construire des majorités pour faire adopter certaines de nos propositions, comme la lutte contre la fraude fiscale et la transparence de l'activité des banques.

Selon vous, que faudrait-il changer au Parlement européen ?
Il faudrait un Parlement beaucoup plus fort. Nous devrions avancer vers une réforme institutionnelle complète de l'Union : la doter d'un budget propre, donner l'initiative législative au Parlement, construire une véritable politique énergétique commune. Surtout, nous serons très vigilants face à la menace du traité transatlantique TAFTA. Cet accord dangereux permettrait aux États-Unis d'inonder le marché européen de poulet chloré, de bœuf aux hormones, d'OGM... La lutte contre cette vision ultra-libérale va être dure, mais nous devons y arriver !

L'Europe contribue à de nombreux projets sur nos territoires. Nous devons y porter notre voix !

Comment se déroule la campagne dans le Sud-Est ?
Très bien ! Nous présentons dans le Sud-Est une liste très variée, compétente et motivée. Notre deuxième de liste, Karim Zéribi, faisait déjà partie du groupe écologiste au Parlement européen, et les suivants sont tous très mobilisés sur les questions européennes : culture, migration, économie, prisons... Certains, comme la réalisatrice Coline Serreau, ne sont pas encartés, ils viennent soutenir la dynamique écologiste dans le Sud-Est.
Ensemble, nous comptons renouveler le score de 18,7 % des voix obtenu en 2009. Nous recevons un accueil très chaleureux sur le terrain. Nous rencontrons de nombreuses associations et citoyens engagés. Nous nous attachons à montrer le lien entre l'Europe et les territoires du Sud-Est. Beaucoup ne le savent pas mais l'Europe contribue à de nombreux projets : rénovation de lignes ferroviaires, réhabilitation thermique de logements sociaux, préservation des corridors écologiques... ■



Karim ZÉRIBI : « Je suis un homme de combat »

Né en 1966 à Avignon, Karim Zeribi est engagé depuis plus de vingt ans dans la vie politique et associative et dans un combat pour l'égalité des chances et la lutte conte les discriminations. Il a notamment créé l'association Agir pour la citoyenneté et mis en place le Parlement des banlieues. Arrivé au Parlement européen en 2012, membre de la commission des Affaires étrangères et des Transports, il milite pour une Europe plus juste, plus sociale et plus écologique, favorisant des investissements d'avenir notamment dans le domaine des transports publics ferroviaire et de la vie quotidienne. Outre les transports, il supervise aussi des relations Europe/Méditerranée. Il est aujourd'hui deuxième de liste de l'Euro-région Sud-Est. ■

Ska Keller & José Bové : un duo de choc !



Une femme, un homme. Une Allemande, un Français. Rencontre avec nos deux candidats en campagne pour la présidence de la Commission européenne.

Ska Keller et José Bové ont été choisis lors d'une primaire pour porter la parole des écologistes européens.

Députés sortants, ils achèvent chacun leur premier mandat au Parlement européen. Ils partagent aussi un engagement de terrain et des combats qu'ils n'ont pas abandonnés à Bruxelles : ceux pour les libertés individuelles, les droits humains, le respect de la terre et des paysans, la lutte contre la corruption.

Ils sont les leaders d'une écologie européenne qui se bat sur tous les fronts. Face aux institutionnels, aux lobbies, aux discours populistes nauséabonds, ils proposent un autre modèle.

Un tandem porte-parole de tous les écologistes européens

Ska Keller est née en Allemagne de l'Est, huit ans avant la chute du Mur. Elle fait partie de la génération de jeunes Européens qui a grandi avec l'Union européenne. En 2009, elle a 27 ans quand elle est élue députée européenne. Très investie dans les luttes pour les droits des migrants, elle contribue également au sein du Parlement européen aux travaux sur la jeunesse, le commerce et les relations entre l'Europe et la Turquie.

À ses côtés, on ne présente plus José Bové, figure de la lutte contre les OGM et la malbouffe. À la vice-présidence de la commission Agriculture du Parlement européen, il a mené les négociations sur une nouvelle orientation de la Politique Agricole Commune (PAC) et a défendu une répartition plus équitable entre les agricultures industrielle et paysanne.

Tous deux font le tour de l'Europe pour défendre une vision plus solidaire et démocratique. Une alternative qu'ils incarnent et défendent avec sincérité.

Conscients des contraintes inhérentes aux institutions européennes, lucides et persévérants, ils invitent tous les Européens qui partagent leurs valeurs à les soutenir lors des élections du 25 mai. Au sein du Parlement européen, et pourquoi pas à la tête de la Commission, les écologistes construisent une Europe désirable et durable ! ■



L'Europe est une chance

Par Emmanuelle Cosse, Secrétaire nationale d'EELV

L'Europe est une chance. Une chance pour le progrès social, la solidarité, le vivre-ensemble. Une chance pour ses citoyennes et citoyens qui veulent prendre part à une aventure collective qui les rassemble et les rend fiers. Une chance pour ses territoires qui engageront la transition écologique et créeront des millions d'emplois avec l'émergence d'une nouvelle industrie européenne.

L'Europe n'est pas seulement une belle idée : elle a les moyens d'agir concrètement contre le dérèglement climatique et les inégalités sociales. Elle a les moyens d'améliorer le quotidien de plus de 500 millions de personnes en termes d'emplois, de transports, d'éducation ou de santé. C'est en faisant plus d'Europe qu'on fera une meilleure Europe. C'est l'ambition de tou-te-s les candidat-e-s écologistes : construire une Europe qui fait plus d'écologie, plus de démocratie, plus de qualité de vie. Le 25 mai prochain, donnez vie à une Europe qui donne envie, faites le choix de l'écologie.

Vous en avez rêvé, c'est eux qui l'ont fait



Pour protéger tous les salariés, en Europe et dans le monde,
taxons les produits importés
issus de pays qui ne respectent pas la liberté syndicale.

Donnons vie à l'Europe.

Gogol présente Chrom

Un navigateur rapide
Pour récupérer toutes vos données contre votre gré

gogol.fr/chrom

Pour la neutralité du Net,
et le respect de la vie privée
garantissons les libertés numériques pour toutes et tous.

Donnons vie à l'Europe.



Daniel Cohn-Bendit, ses mots, son Europe

Le 16 avril dernier, Dany Cohn-Bendit faisait ses adieux au Parlement européen après quatre mandats successifs. Paroles d'un homme qui a consacré sa vie à l'Europe. Extraits de son dernier discours au Parlement européen.

« Il aura fallu la défaite de l'Allemagne nazie et des grandes puissances coloniales comme la France, la Grande-Bretagne, pour qu'enfin l'Union européenne puisse se créer avec une réalité : il ne doit plus y avoir d'États hégémoniques en Europe.
C'est cela, la condition de la construction de l'Union européenne. Si nous ne comprenons pas cela, nous n'arriverons pas à construire l'Europe.

Le nationalisme, ce n'est pas seulement la guerre. C'est l'égoïsme, l'hégémonisme.

Je suis né le 4 avril 1945. J'ai été conçu juste après le débarquement des Alliés en Normandie. Imaginez une machine à remonter le temps, qui me permette de revenir à ce 4 avril. Imaginez que je dise à mes parents : « Dans cinquante ans, le Rhin ne sera plus une frontière entre la France et l'Allemagne, mais un fleuve commun. » Mes parents auraient répondu : « On a un problème. Il parle trop tôt, et il dit n'importe quoi. »
Voilà l'histoire européenne, voilà mon histoire. Qu'a-t-on donc réussi ces cinquante dernières années? Nous avons réussi à accomplir l'invraisemblable. Celui qui a rendu toute guerre impossible en Europe.

Oui, je suis pour les États-Unis d'Europe! Oui, je crois que l'Europe fédérale, c'est l'avenir pour que tous les citoyens européens puissent y vivre en paix, pour vivre bien. Vous allez me dire que je suis un doux rêveur. Je vous réponds que je suis un souverainiste! Car je crois en la capacité des peuples à décider librement et démocratiquement de leur mode de vie, de leur projet de civilisation. Mais la souveraineté nationale a été balayée par la mondialisation. C'est au niveau européen que nous arriverons à reconquérir notre souveraineté.

Une Europe fédérale, c'est le contraire d'une Europe centralisée. Le fédéralisme, c'est l'avenir.

C'est pour cela que je m'adresse à vous qui serez encore là dans le prochain Parlement. Ayez davantage le sens de l'intérêt général européen que nous ne l'avez eu ces cinq dernières années. Arrêtez de défendre les petits égoïsmes nationaux, comme vous l'avez fait lors des négociations sur le budget européen, sur la PAC, ou sur l'industrie.

Si nous ne soutenons pas les Ukrainiens, ce n'était pas la peine de construire l'Europe.

Si nous laissons tomber les Ukrainiens, demain nous laisserons tomber d'autres peuples. L'Europe doit réagir. Les Ukrainiens sont prêts à défendre les valeurs européennes de liberté et de démocratie. Nous devons être prêts à les soutenir par tous les moyens, sauf militaires. Sinon, ce n'était pas la peine de construire l'Europe. »



Vidéos

En 23 étapes, de Strasbourg à Flamanville en passant par la centrale du Tricastin, nous sommes allés à la rencontre des candidats, des militants et de leurs histoires. Retrouvez les vidéos du tour de France des écologistes pour l'Europe ici : http://europe-ecologie.eu/category/le-tour-de-france

Chiffre

11 cm

C'est le gain de taille des hommes européens en un siècle. Ils mesuraient 1,67 m en moyenne en 1870 contre 1,78 m en 1980. L'amélioration des conditions de vie des habitants du continent expliquerait cette progression.

Pour une Europe de l'énergie zéro carbone

L'Europe doit façonner un projet fondé sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il est urgent de préparer l'avenir.

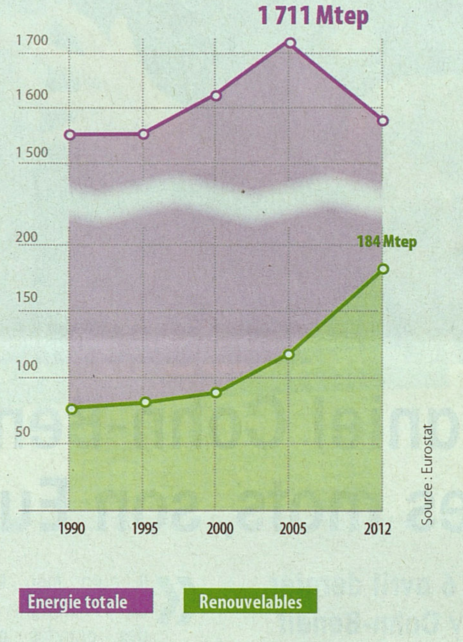
Le dérèglement climatique, la rareté des ressources fossiles et la pollution grandissante rendent indispensable, sinon urgente, une politique européenne de l'énergie. C'est aussi un enjeu de pouvoir d'achat, d'emploi, d'aménagement du territoire, de compétitivité et de sécurité.

Pour Europe Écologie, la priorité de l'Europe en matière énergétique, c'est d'aller vers la sobriété et l'efficacité. Il s'agit de faire des économies d'énergie, tout en développant le formidable potentiel des renouvelables.

Il y a de multiples façons de réduire le gaspillage énergétique. Investir dans les transports collectifs, c'est consommer moins de carburant et protéger notre santé en diminuant la pollution urbaine. Mieux isoler nos logements, c'est parfois diviser par trois ou quatre les dépenses de chauffage. Nous pouvons réduire notre facture énergétique annuelle de plusieurs centaines d'euros par logement. Et cela donnera de l'emploi à des artisans, ouvriers, ingénieurs du bâtiment.

Le développement de toutes les énergies renouvelables renforcera les réseaux de petites et moyennes entreprises locales. En France, ce secteur peut générer de **100 000 à 150 000 emplois durables et non-délocalisables d'ici à 2020 !**

Evolution de la consommation d'énergie primaire en Europe entre 1995 et 2012 (en Mtep *)



* Million de tonnes équivalent pétrole

Reprenons notre destin énergétique en main ! Pour que nous puissions devenir des acteurs privilégiés de ce changement de modèle, chacun à notre échelle, avec des moyens d'action, Europe Écologie propose le principe suivant :

Un euro citoyen investi dans la transition énergétique
=
un euro supplémentaire investi par l'Europe dans ces projets

Enfin, parce que c'est une clé de notre avenir énergétique, nous proposons un **grand programme européen de coopération industrielle et de recherche sur les énergies renouvelables.**

Voter Europe Écologie, c'est voter pour un nouveau projet énergétique pour l'Europe, et la France, fondé sur les énergies renouvelables et une consommation raisonnée. Il sera le levier d'une nouvelle révolution industrielle qui garantira le pouvoir d'achat et assurera l'emploi des générations futures. ■

RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE EN EUROPE EN 2012

- Pétrole 40 %
- Gaz 30 %
- Charbon 11 %
- Nucléaire 6 %
- Biomasse 8,5 %
- Hydro-électricité 2,5 %
- Autre 2 %

Source : notre-planete.info / Eurostat 2012

Twitter
L'humoriste Yassine Belattar contre un sous-SMIC.





Twitter
La pollution, ça suffit !

Gaz de schiste : mirage économique, désastre écologique

L'Europe veut réduire ses importations et sa facture d'énergie, mais elle ne doit pas tomber dans le piège des gaz de schiste. Il lui faut aussi résister à la pression des lobbies.

Même si la Commission européenne décide d'objectifs climatiques et énergétiques en accord avec les États membres, les choix énergétiques restent une compétence nationale. Impossible donc d'interdire une énergie comme les gaz de schiste au niveau européen. Mais leur production peut être encadrée, et l'usage de certaines technologies banni. En 2012, les eurodéputés écologistes ont tenté, au nom du principe de précaution, d'établir un moratoire sur la fracturation hydraulique, très dommageable pour l'environnement. Le Parlement européen aurait pu adresser un signal fort à la Commission pour légiférer, mais l'amendement de Michèle Rivasi a été rejeté.

Ce vote a eu lieu dans un contexte très tendu, des lobbies travaillant en sous-main pour convaincre les institutions européennes du bien-fondé des gaz de schiste, avec la complaisance de pays comme la Pologne et le Royaume-Uni. De son côté, la presse se fait régulièrement l'écho du « miracle économique » des gaz de schiste aux États-Unis. Difficile d'avoir un débat sensé.



Aux États-Unis, les retombées économiques sont moindres que prévu

Aux États-Unis, on est pourtant loin de la ruée vers l'or. L'exploitation des gaz de schiste s'y est développée dans des zones moins densément peuplées qu'en Europe. Les retombées économiques et les créations d'emplois promises par l'industrie du gaz de schiste n'ont pas été aussi importantes que prévu. Les dernières recherches scientifiques américaines prouvent que les personnes résidant à proximité des puits sont atteintes de pathologies liées aux produits chimiques employés lors de la fracturation hydraulique. Autant de raisons pour les écologistes de refuser le gaz de schiste.

Partout en Europe, des collectifs citoyens s'opposent à la destruction de leur patrimoine, des militants sont matraqués en Roumanie et intimidés en Pologne. Depuis trop longtemps, la politique énergétique a été confisquée par les entreprises. Nous avons pourtant le pouvoir de nous y opposer. Au Parlement européen, les écologistes continueront de le faire. ■

L'énergie citoyenne, en avant !

Le 23 avril, le tour de France des écologistes faisait étape au Parc éolien citoyen de Béganne. L'occasion d'une rencontre entre Yannick Jadot, Nicole Kiil-Nielsen et les acteurs de ce projet unique en France.

Béganne, c'est 4 éoliennes (2 Mw chacune). Les propriétaires de ce parc éolien : les citoyens. À l'initiative du projet, ils sont usagers et actionnaires de cet équipement de production d'énergie renouvelable !

Béganne, c'est une belle aventure collective. Dix ans de travail entre l'idée et le chantier qui prendra fin dans quelques semaines. Alors que l'Allemagne finance 50 % de ses équipements en énergie verte avec l'épargne citoyenne, ce modèle reste rare en France. L'Europe doit soutenir l'investissement citoyen dans la transition énergétique.

Les écologistes proposent de sauver le climat tout en créant des emplois, avec un programme d'investissements et de coopération industrielle pour parvenir, en 2030, à un objectif de 45 % d'énergies renouvelables, et un progrès de 40 % sur l'efficacité énergétique. ■





Notre-Dame-des-Landes

La Commission européenne a lancé une procédure d'infraction contre la France à propos de Notre-Dame-des-Landes. Elle lui reproche de ne pas avoir mené d'évaluation environnementale sur le projet de l'aéroport. La France a violé 2 directives européennes, et a mis 2 mois pour s'en expliquer.

Chiffre

54%

C'est le taux de chômage des moins de 25 ans en Espagne. Avant la crise de 2008, il était à moins de 20%. On voit là les ravages des politiques d'austérité. Et le sacrifice d'une génération.

L'Europe dans nos assiettes : la santé d'abord !

Avant d'arriver dans nos assiettes, les produits doivent d'abord obtenir une autorisation auprès de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Mais peut-on se fier à son expertise ?

En 2012, le Professeur Séralini publiait une étude sur des rats nourris avec du maïs génétiquement modifié tolérant à un herbicide et abreuvés avec de l'eau contenant cet herbicide. Étude réalisée dans les mêmes conditions que celles de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Mais les rats étaient observés au-delà des 3 mois requis par l'EFSA. Or, dès le 4ème mois, des tumeurs apparurent sur les rats. Quelles leçons en tirer? Les exigences de l'EFSA pour autoriser un produit sur le marché européen sont insuffisantes pour garantir qu'il est sans danger pour la santé.

Face aux conflits d'intérêts, la transparence est une nécessité

Depuis l'étude Séralini, des conflits d'intérêts parmi les experts de l'EFSA ont été mis au jour. Les écologistes ont toujours été présents au Parlement européen pour les dénoncer. Il est indispensable que les données brutes des études soient accessibles sur un site public. La transparence est une nécessité pour en finir avec les accords de confidentialité qui empêchent toute contre-expertise indépendante.

Mais une nouvelle menace pèse sur notre alimentation : en négociations depuis juin 2013, le traité de libre-échange transatlantique, le TAFTA, pourrait permettre aux multinationales d'inonder l'Europe de produits toxiques et de perturbateurs hormonaux, aujourd'hui interdits dans l'Union européenne.

Les écologistes s'opposeront à ce traité : protéger la santé des Européens est une priorité absolue. Elle n'est pas négociable ! ■

Twitter
Le programme d'Europe Écologie pour les Européennes



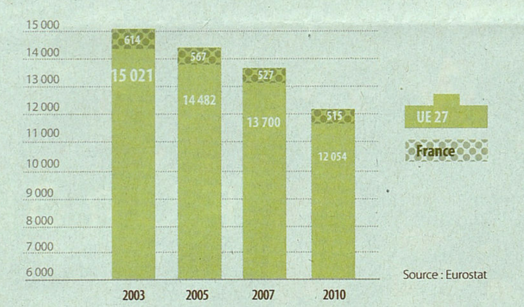
Europe Ecologie
@EuropeEcologie
Follow
Digue de plastique @MicheleRivasi souligne l'intérêt d'une démarche européenne pour favoriser les sacs réutilisables #EEtour #EE2014
9:33 AM - 20 Apr 2014
5 RETWEETS 1 FAVORITE

Twitter
Il faut en finir avec les sacs en plastique. #pollution

Politique agricole européenne : l'écologie au menu ?

Les écologistes demandent que 50 % des fonds de la politique agricole commune (PAC) soient affectés à l'agriculture paysanne et aux circuits courts.

Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2003 et 2010 (en milliers)



L'agriculture que nous voulons n'est pas celle des industriels. Les écologistes défendent un modèle humain, à une échelle raisonnable, créateur d'emplois. Des agriculteurs qui s'inscrivent dans un territoire, qui refusent la spéculation sur les matières premières, qui travaillent en circuits courts, sans pesticides. Pour mettre en œuvre ce changement de modèle, il faut des moyens. Or le budget de la PAC (le premier budget européen avec 24 milliards d'euros par an) est essentiellement consacré à l'agriculture industrielle, menaçant chaque jour un peu plus les filières paysannes.

L'Europe ne doit pas oublier la finalité de sa filière agricole : nourrir les Européens, avec des produits sains et accessibles. Il est urgent de développer la filière biologique et d'améliorer la traçabilité des produits. Les circuits courts permettent la juste rétribution des agriculteurs, réduisent les coûts pour les consommateurs et garantissent la qualité. Trop de scandales ont déjà semé le doute dans nos assiettes.

Bœuf aux hormones ou poulet à l'eau de javel, c'est non ! L'Europe doit rester un espace de sécurité alimentaire. Ces pratiques, désormais interdites dans l'Union européenne, pourraient se frayer à nouveau un chemin, notamment via l'accord transatlantique (lire p. 8).

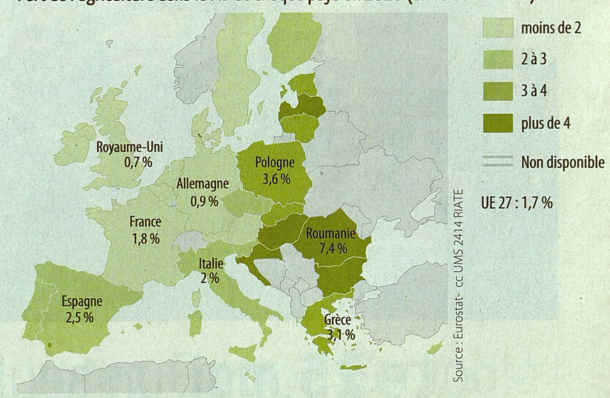
Autorisés pour l'alimentation animale, les OGM restent une menace pour l'Europe.

Pour les OGM aussi, il est indispensable de maintenir la pression. Côté production, si leur culture en plein champ reste interdite, les efforts des multinationales pour faire lever ses restrictions sont constants. Or les Européens le disent très clairement, ils ne veulent pas des OGM. « Ni dans nos champs, ni dans nos assiettes ».

Pourtant, ils restent autorisés pour l'alimentation animale, et ils ont pris place dans la chaîne alimentaire. Les millions de tonnes de soja OGM, importées chaque année du Brésil, pourraient être remplacées par des cultures de légumineuses (pois, lupin, luzerne etc.) en Europe. Une fois encore, tout est question de volonté politique.

Le travail mené par José Bové depuis cinq ans au sein de la commission Agriculture du Parlement européen est considérable. Le combat doit continuer pour que demain, tous les Européens puissent se dire en chœur et surtout en confiance : « Bon appétit ! » ■

Part de l'agriculture dans le PIB de chaque pays en 2010 (en % du PIB total)



Les candidat-e-s d'Europe



Le **25 mai**, un seul **jour**, un seul **tour**.

Écologie en action



Aux élections européennes, **votez** Europe Écologie !



« Fact checking »

Dominique Riquet, eurodéputé sortant et tête de liste Nord-Ouest pour l'UDI/Modem, fait partie des 39 eurodéputés à avoir voté pour ACTA (accord commercial anti-contrefaçon) en 2012. Ce projet de traité mettait en péril le développement des logiciels libres et l'accès à la santé pour tous. Les écologistes ont mené le combat contre cet accord liberticide et ont permis son rejet.

Chiffre

11

C'est le nombre de voix qu'il a manqué pour faire interdire la pêche en eaux profondes dans l'Union européenne. Sous la pression des lobbies, aucun des 13 eurodéputés PS français n'a voté pour son interdiction. Les chaluts vont pouvoir continuer à racler les fonds des océans et provoquer des dégâts colossaux.

QUEL AVENIR POUR LA GÉNÉRATION ERASMUS ?

Près de 3 millions d'étudiants ont bénéficié d'Erasmus. Mais au-delà de ce programme d'échange, quelles perspectives pour la jeunesse européenne ?

Premières victimes de la crise, les jeunes portent un regard sévère sur la société et sur la classe politique. Et pour cause : la génération qui émerge devra trouver les solutions à la crise, car ceux qui l'ont causée, les héritiers des Trente Glorieuses, refusent de sortir des cadres de la société de croissance infinie. Pour les élections du 25 mai, Europe Écologie a désigné dans la région Massif central-Centre la plus jeune tête de liste de France, Clarisse Heusquin, 26 ans. Parce qu'il est important d'élaborer des politiques pas seulement pour les jeunes, mais surtout avec eux.

Les 16 à 30 ans sont les premiers frappés par la précarisation du travail et la multiplication des stages. 30 % des jeunes sont exposés à un risque de pauvreté. Pour se loger, les 18-25 ans dépensent quatre fois plus que le reste de la population en proportion de leur budget, et un quart des sans-domicile a moins de 25 ans. Eux-mêmes se qualifient de « génération sacrifiée ».

La Garantie Jeunesse : un geste concret pour l'emploi

Avec la « Garantie jeunesse », les écologistes ont fait adopter par le Parlement européen un dispositif qui offre de nouvelles opportunités à la jeunesse. Le principe est simple : chaque État doit garantir à chaque jeune âgé de 18 à 25 ans un stage, une formation ou un emploi de qualité après 4 mois d'inactivité.
Six milliards d'euros vont être investis pour financer des emplois ou des formations aux jeunes sans diplôme. C'est une avancée, mais selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), il faudrait 21 milliards d'euros pour rendre cette mesure efficace.
Il existe d'autres solutions. L'UE doit assurer à tous les stagiaires une rémunération correspondant à leurs qualifications et un accès à la protection sociale. Une autre proposition simple, juste et émancipatrice : créer un revenu de base universel et inconditionnel pour donner à chacun la possibilité d'assurer ses besoins essentiels. ■



AVEC EUROCLOUD, L'INFORMATIQUE SE MET AU VERT

L'UE finance Eurocloud, un projet innovant qui allie progrès technologique et écologie.

Le développement de l'Internet rime avec celui du cloud, le « nuage » : on utilise des serveurs informatiques à distance pour stocker ou calculer des données. Cela a permis l'essor de certains réseaux sociaux, et l'accélération du traitement de données. Mais l'impact sur l'environnement est énorme : la consommation énergétique équivaut parfois à celle de 40 000 foyers ! C'est donc un enjeu majeur. Le flux de données devrait augmenter de 1 844 % dans le monde d'ici cinq ans. Sans innovation, sans modification du système, l'accès à l'énergie et le refroidissement des clouds deviendra impossible à assumer pour les entreprises européennes.

Pour répondre à ses objectifs climatiques et assurer la pérennité des réseaux, l'Union européenne a décidé de financer à plus de 60 % le projet Eurocloud. Ce projet européen innovant veut mettre au point de nouvelles puces pour les clouds et rationaliser la consommation d'énergie. **Eurocloud permettra de diviser le coût d'achat des puces par dix et de réduire les besoins en électricité de 90 % par rapport aux serveurs actuels.** ■

Twitter

Les écologistes, eux, sont européens tout le temps !



« Oui, je suis débile, madame Delli. Et oui, vous êtes très intelligente. » Marine Le Pen, Arras, le 7 avril.

Mme Le Pen semble avoir eu un éclair de lucidité ! En plein débat, la présidente du Front National s'est trouvée à court d'argument face quand Karima Delli, eurodéputée Europe Écologie et candidate dans le Nord-Ouest, lui a lancé : « Vous ne savez pas faire la différence entre salaire et revenu minimum. »

25 mai 2014. Imaginons...

LES ÉCOLOS CRÉENT LA SURPRISE

On attendait la vague rouge et brune des eurosceptiques, gauche radicale ou droite nationaliste. Mais les électeurs ont fait déferler une vague verte au Parlement européen.



Drôle d'ambiance sur les plateaux télé ce dimanche soir. Les commentateurs épluchent fébrilement leurs fiches pour retrouver la mention improbable de ce cas de figure inattendu. Et les représentants des partis politiques traditionnels restent suspendus au tableau d'affichage, afin de prendre la mesure des résultats : oui, les Européens ont décidé de changer d'air.

Les écologistes ont offert une alternative politique réelle aux Européens

Au-delà du refus de l'austérité aux conséquences sociales dévastatrices, les candidats écologistes ont réussi partout en Europe une alchimie délicate.

Ils ont offert aux Européens une alternative politique réelle au choix simpliste qui leur était proposé : soit la poursuite des politiques régressives menées par le PPE (Parti Populaire européen) avec le soutien résigné des sociaux-démocrates ; soit la désintégration du projet européen, prônée par les forces eurosceptiques et souverainistes. « Changez d'Europe, votez vert ! » : entre mobilisation contre le traité transatlantique (TAFTA), contre la Troïka et les politiques néolibérales, les écologistes ont réussi à transformer la radicalité du mécontentement en exigence de changement radical.

Les Verts deviennent la première force politique européenne

« Miracle vert », titrent les quotidiens le lundi matin. Désormais, les écolos ne forment pas seulement le principal groupe de la gauche. Ils deviennent la première force politique de l'assemblée européenne. Jeune retraité de la vie politique européenne, Dany Cohn-Bendit, figure tutélaire des écologistes européens, se félicite de cette extraordinaire prise de conscience citoyenne : « Les Européens ont décidé de reprendre leur destinée en main et d'envoyer un message fort aux gouvernements, en faveur d'une Europe fédérale, solidaire, sociale et écologiste. »

Le premier objectif des écologistes est de construire les coalitions de forces politiques prêtes à soutenir leurs priorités.

Quatre chantiers prioritaires seront discutés avec les partenaires potentiels pour un contrat de mandature : les énergies renouvelables pour une industrie durable, les solidarités européennes, la qualité de vie pour tous, l'extension des droits.

Les écolos sont conscients que ces résultats leur offrent une chance inédite pour changer le cours de l'Europe. Ils annoncent que la bataille ne se limitera pas aux enceintes des institutions pour changer les politiques néolibérales qui menacent la construction européenne.

Fidèles à leur devise « Un pied dans les institutions, un pied dans la société », ils savent que la mère de toutes les batailles sera celle de la démocratie européenne.

Briser le réflexe de l'unanimité des États dans les processus de décision, mettre fin à la complaisance coupable envers les conflits d'intérêts, faire vivre la participation des citoyens à la gouvernance de leur Europe, lutter contre l'influence des lobbies au cœur du système : ils ont cinq ans pour faire évoluer les pratiques qui déconstruisent l'Europe.

Edouard Gaudot

Extrait d'un texte paru dans « Eyes on Europe », www.eyes-on-europe.eu

Quizz Désintox

On entend tout et son contraire sur ce qui se passe à Bruxelles. Et les divers représentants de la classe politique n'agissent pas toujours en cohérence avec leurs discours.Testez vos connaissances en la matière avec notre quizz spécial désintox…

1. José Bové prend son travail de député européen très à cœur. Par rapport à Harlem Désir, il a produit :
A. 2 fois plus de rapports
B. 7 fois plus de rapports
C. 10 fois plus de rapports

2. Qui critique Bruxelles en permanence, touche son salaire de député et a l'activité parlementaire la plus faible de tous les députés européens français ?
A. Bruno Gollnisch
B. Jean-Marie Le Pen
C. Philippe de Villiers

3. Qui est soupçonné-e d'avoir défendu les intérêts de GDF-Suez au Parlement européen en présentant le gaz comme une « source d'énergie d'avenir » ?
A. Rachida Dati
B. Brice Hortefeux
C. Jean-Marie Le Pen

4. Quel parti politique défend une relance européenne alors que ses députés ont voté le premier budget européen de rigueur et d'austérité de toute l'histoire de la construction européenne ?
A. Le FN
B. Europe Écologie Les Verts
C. Le PS

5. Marine Le Pen a refusé de débattre à la télévision avec Martin Schultz, candidat des socialistes européens à la présidence de la Commission européenne. Sous quel prétexte ?
A. En tant qu'ancien président du Parlement européen, il connaît trop bien les dossiers.
B. C'est un Allemand et, selon elle, les élections européennes sont des élections nationales.
C. Elle avait piscine.

6. Qui a dit, à propos de la candidature de Nadine Morano aux élections européennes : « La question que je pose est : si elle doit remplacer quelqu'un, qu'apporterait-elle de plus ? »
A. Bernard Accoyer, député UMP
B. Nicolas Sarkozy
C. Un citoyen euro-lucide

7. Quel parti politique prône aujourd'hui une pêche durable mais a empêché le Parlement européen de voter l'interdiction du chalutage en eaux profondes ?
A. Le Modem/UDI
B. Le PS
C. Le FN

8. Quel est le point commun entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ?
A. Ils ont voté contre la directive sur les travailleurs détachés, qui renforce la protection des salariés envoyés temporairement travailler dans un autre État membre.
B. Ils n'ont fait aucun rapport en cinq ans de mandat.
C. Les deux, mon capitaine !

9. Qui se félicite d'avoir voté à l'Assemblée nationale un moratoire sur les OGM mais défend le traité de libre-échange transatlantique qui pourrait permettre à Monsanto de remettre en cause ce moratoire devant la justice privée ?
A. Le Front de Gauche
B. Le PS
C. Le Modem/UDI

10. Qu'avait répondu Jacques Chirac à Margaret Thatcher lorsque celle-ci déclarait au Conseil européen « I want my money back » (« Rendez-moi mon argent ») ?
A. « Comment je vais faire, moi, pour payer à Bernadette ses putains de bigoudis ? »
B. « Mais qu'est-ce qu'elle veut cette mégère, mes couilles sur un plateau ? »
C. « Merde, il va falloir que je vende le fort de Brégançon et que j'arrête de m'empiffrer ! »

Résultats :

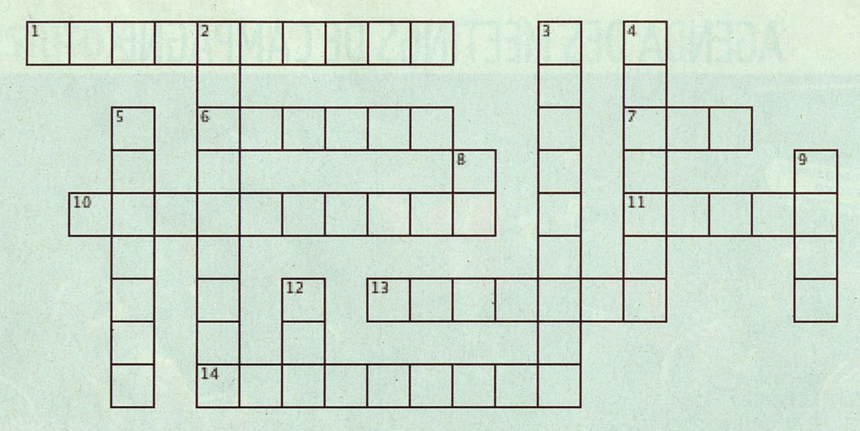
1=C. **2**=C. **3**=A. **4**=C. **5**=B. **6**=A. **7**=B. **8**=C. **9**=B. **10**=B

AGENDA DES MEETINGS DE CAMPAGNE



14 mai Tours
16 mai Lille
19 mai Grenoble
21 mai Rennes

22 mai Paris - Meeting de clôture au Gymnase Japy (2 rue Japy, 75011 Paris)



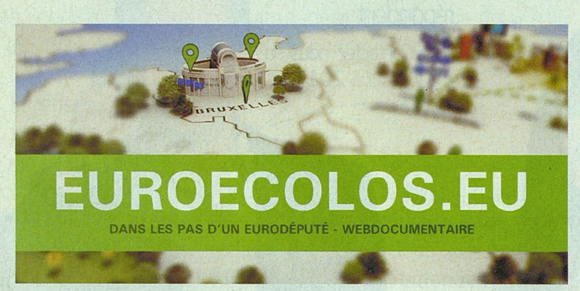
HORIZONTAL

1. Paradis fiscal européen.
6. On y mange du Roquefort plutôt qu'un Big Mac.
7. Trois lettres qui peuvent massacrer le vivant.
10. État de changement.
11. Traité de libre-échange transatlantique menaçant les normes sociales, environnementales et sanitaires.
13. Certains Ukrainiens préfèrent la version québécoise.
14. Énergie du passé.

VERTICAL

2. N'en fout pas une rame mais se moque des pédalos.
3. Fin de la devise de l'Union européenne : « Unie dans la... »
4. Dernière recrue de l'Union européenne.
5. Président polyglotte, fossoyeur d'idéal.
8. Deux lettres qui sentent le moisi.
9. Agitateur depuis 1968.
12. A besoin d'une bonne réforme.

WEBDOCUMENTAIRE : DANS LES PAS D'UN EURODÉPUTÉ



Pour rendre l'Europe plus proche des citoyens, les 16 eurodéputés d'Europe Écologie ont participé à un webdocumentaire.

Grâce à des courts reportages et interviews, ce « webdoc » à voir sur Internet propose une immersion totale dans les lieux où travaillent les élus du Parlement européen. Pédagogique et politique, il démontre que l'Europe et l'écologie forment un couple indissociable. Gaz de schiste, changement climatique, sortie du nucléaire, pauvreté… Découvrez de l'intérieur comment fonctionne la démocratie à l'échelle européenne !

Dans les pas d'un eurodéputé : http://euroecolos.eu



LES DESTINATIONS EUROPÉENNES MÉCONNUES

Certaines villes européeennes ont des noms insolites. Ce sont des étapes incontournables d'un tour de l'Europe réussi. À découvrir sans faute lors d'une prochaine escapade.

KANNUS
HELL
PÜSSI
OGRE
KAUNAS
BASTARDS-TOWN
BORING
LOST
CATASTROP
AMERYKA
MONSTER
FRAPPE-CUL
LA FANGE
KRETIN
DIVIN
CLIT
LE FION
FUCKING
PORNOAPATI
NUS
SLIBAR
PAKRAR
RUSE
FISCAL
DRAMA
PENICHE

Recette écolo

LA TARTE AUX ORTIES

Ne vous fiez pas aux poils urticants des orties : la cuisson les rend inoffensifs ! C'est un aliment riche en protéines végétales, minéraux, silice et vitamines. À consommer sans modération.

Pour 6 personnes.
Avec des gants, cueillir 1 panier d'orties (environ 500 g).
Ne prenez que le premier bouquet de feuilles tendres, tout en haut.
Les laver dans de l'eau froide vinaigrée, puis hacher les feuilles.
Dans une poêle, les faire revenir à feu doux pendant 5 min. avec de l'huile d'olive.
Préchauffer le four à 180°C.
Casser 3 œufs dans un saladier, ajouter 15 cl de crème fraîche épaisse, une cuillère à soupe de moutarde, sel et poivre.
Ajouter les orties et 60 g de fromage râpé. Dans un plat, piquer le fond de la pâte feuilletée avec une fourchette, puis répartir le mélange. Cuire 20 min. Bon appétit !

Rejoignez-nous !

Europe Écologie - 100 rue La Fayette
75010 Paris - 01 45 23 2014
contact@europe-ecologie.eu
europe-ecologie.eu



Direction de la rédaction : Bruno Delport
Rédaction en chef : Virginie Lambert-Ferry, Isabelle Mignucci
Direction artistique : Aurélie Bourdié (avec Nour Saâd)

Ont participé à ce numéro : Emmanuelle Cosse, Edouard Gaudot, Mathieu Béchu-Diaz, Hélène Bracon, Priscilla Cassez, Claire Desmares, Yan Dupas, Romain Gaillard, Gaëtan Mortier, Bertrand Regnaud, Agathe Remoué, Toufik Zarrougui, Pandora Reggiani, Julien Sage
Secrétaire de rédaction : Nour Saâd

Infographies : Karine Hurel
Pub GreenBox : StudioBüro
Dessins : Phiip (éditions Phiip Lapin)

Crédits photos : Aurelabel, Xavier Cantat, Dcmaster/Creative Common, European Union 2014 – EP, EELV national, Groupe des Verts/ALE
Fotolia.com : Onidji, yannik LABBE, dny3d, Morphart, reeel, Maksim Kabakou, Tom Wang

Direction de la publication : David Cormand

Remerciements aux directeurs de campagne : Rodéric Aarsse, Jean-Michel Braud, Jean-Alain Cadet, Guillaume Cros, Chloé Fabre, Patricia Gueguen, Pierre Hémon, Germain Lefebvre, Eros Sana, Eric Schultz, Mélanie Vogel

Remerciements à toutes les équipes et aux militant-e-s.

Aucun lapin, rédacteur ou photographe n'a été maltraité pendant l'élaboration de ce numéro.

Impression
Fabrègue imprimeur
Bois-Joli – Rue de la Fontaine Tanche B.P. 10
87500 Saint-Yrieix-la-Perche

Imprimé sur papier recyclé


Cinq ans d'écologie au Parlement européen

Nos députés européens élus en 2009 ont défendu les valeurs écologistes au cœur des institutions. Retour sur ce que nous avons obtenu.



En 2009, lors des dernières élections européennes, Europe Écologie avait créé la surprise en alliant l'idéal du rêve européen et le pragmatisme pour sortir des crises économiques, sociales et environnementales. Cinq ans après, résumé de nos avancées.

Remettre la finance au service de l'économie réelle

Depuis 2009, nous avons été au cœur des batailles au Parlement européen pour réguler la finance. Les marchés financiers sont mieux contrôlés, les abus de marché peuvent être pénalisés.
Certaines pratiques spéculatives, notamment sur les dettes des États, ont été interdites, et les bonus des traders limités.
La taxe européenne sur les transactions financières sera bientôt appliquée dans 11 États sur 28. Et demain, l'Union bancaire permettra de prévenir les risques « systémiques » et faire payer, en cas de faillite, les banques et non plus les contribuables. Mais le chemin est encore long, notamment pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui s'élèvent à plus de 1 000 milliards d'euros par an en Europe.

Créer de l'emploi pour les jeunes

Les écologistes sont à l'origine de la « garantie jeunesse » pour sortir de la précarité les 14 millions de 18-25 ans qui sont sans emploi ni formation. Le principe : chaque État doit garantir, dans un délai de 4 mois, un stage, une formation ou un emploi de qualité à chaque jeune Européen, après une période d'inactivité. Mais le budget européen n'a prévu d'y consacrer que 6 milliards d'euros, quand son coût total est estimé à 21 milliards. Quand il s'agit de mettre en œuvre les objectifs européens, la France traîne souvent les pieds. La « garantie jeunes » qui s'inspire de cette initiative n'est expérimentée que dans 10 régions françaises et la clause des quatre mois a été supprimée. Le concept même de « garantie » s'évapore.

La biodiversité au cœur des politiques européennes

Quatre ans après le Sommet de Nagoya, l'UE s'est dotée d'un outil pour lutter contre la biopiraterie, cette pratique illégale qui conduit notamment les groupes pharmaceutiques à privatiser les gènes des plantes en déposant des brevets. Le domaine du vivant est un bien commun, à préserver pour les générations futures !
C'est pourquoi, bien que l'interdiction du chalutage de fond n'ait pas été obtenue à quelques voix près, nous nous félicitons de l'adoption de la nouvelle politique commune de la pêche. Elle limite les quantités de poissons pouvant être pêchées à certains niveaux, pour permettre aux stocks de se reconstituer. En Europe, 88 % des stocks de poissons sont surexploités. Sans poisson, plus de pêcheurs !
Par ailleurs, l'utilisation des pesticides est mieux contrôlée pour assurer la survie de certaines espèces comme les abeilles. ■

www.europeecologie.eu

NOS VICTOIRES AU PARLEMENT EUROPÉEN



Efficacité énergétique et renouvelables
Elles font partie des priorités du budget européen 2014-2020. Grâce aux écologistes, une directive européenne impose désormais des objectifs d'efficacité énergétique aux États membres à l'horizon 2020.

ACTA (accord commercial anti-contrefaçon)
Les écologistes ont réussi à mobiliser les forces de la société civile. Grâce à son soutien sans précédent a permis de rejeter cet accord liberticide qui risquait de porter atteinte à la neutralité du Net et au droit à la vie privée.

Erasmus+
Les écologistes européens se sont engagés pour une réforme des programmes d'échanges étudiants. Ils ont obtenu une hausse de 40 % du budget d'Erasmus, 14,7 milliards d'euros sur les 7 prochaines années.

Egalité femme-homme.
Nous avons soutenu la proposition de la Commission européenne de fixer un quota de 40 % de femmes dans les instances dirigeantes des entreprises publiques en 2018, et en 2020 pour le privé.



Samedi 19 avril. Devant la centrale nucléaire du Tricastin, les écologistes demandent sa fermeture et réclament un tournant vers les énergies renouvelables.

Faire du Sud-Est une région pilote pour la transition énergétique

Dans notre région, qui est la plus nucléarisée d'Europe, il faut investir dans les énergies renouvelables pour créer des emplois durables, et préserver notre environnement.

Trois ans après Fukushima, alors que les ressources fossiles s'épuisent et que le changement climatique fait déjà des victimes, la question de la transition énergétique est plus que jamais d'actualité.

L'Euro-région Sud-Est, qui regroupe les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Corse, est la plus nucléarisée d'Europe. Du Bugey à ITER, en passant par Tricastin et Cadarache, on dénombre pas moins de 15 réacteurs nucléaires. En Ardèche, les citoyens s'inquiètent : leur sous-sol est une proie pour certains financiers qui voudraient en extraire du gaz de schiste, prêts à détruire le paysage et dilapider l'eau pour consommer toujours plus d'énergie fossile.

La transition énergétique portée par les écologistes sur le plan européen n'est pas une lubie, mais une nécessité. Elle répond à une vision durable de l'avenir. Elle permettrait la création de 600 000 emplois en France dans les dix prochaines années, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du transport, tous trois déjà implantés dans la région Sud-Est. La fermeture des installations nucléaires réduirait considérablement les risques que courent les habitants du Sud-Est.

Non aux centrales nucléaires, oui à notre sécurité !

Engager la transition énergétique, dans le Sud-Est, en France et en Europe, permettrait aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en créant de nouveaux emplois, « verts » et durables.

La Commission européenne a montré récemment son immobilisme en annonçant des objectifs pour 2030 largement en-dessous du nécessaire virage de la politique énergétique commune.

Il faut maintenant que l'Europe soit porteuse d'un projet ambitieux : face aux lobbies du secteur pétrolier à la recherche permanente de bénéfices, nous devons mettre en avant un modèle durable et vertueux pour la santé des générations futures et le développement économique. C'est ce que les candidats écologistes du Sud-Est porteront dans les institutions européennes. ■

Retrouvons-nous en campagne !

14 mai Meeting à Lyon : plateforme - quai du Rhône

15 mai Meeting à Annemasse

19 mai Meeting national à Grenoble

20 mai Meeting à Marseille

Elections Européennes - Dimanche 25 mai 2014
1 seul jour, 1 seul tour



MEETING - LUNDI 19 MAI
GRENOBLE - 19h

Avec Daniel COHN-BENDIT, Michèle RIVASI, Karim ZERIBI, Eva JOLY, Yannick JADOT

LA BIFURK
2 RUE GUSTAVE FLAUBERT
GRENOBLE







http://sudest.europe-ecologie.eu/
www.facebook.com/Michele.Rivasi
twitter.com/MicheleRivasi

#EE2014
www.europe-ecologie.eu